

RAPPORT MENSUEL DE PROTECTION- OCTOBRE 2020
PLATEAU CENTRAL



Abri de PDI à Nagréongo, Oubritenga

Contexte/Points saillants :

La région du Plateau Central connaît un contexte sécuritaire relativement calme avec une présence effective des FDS dans les différentes provinces d'intervention, un accès aux services sociaux de base assez relatif et avec moins de contrainte en termes de liberté de mouvement. Aucun incident de protection ou de sécurité n'a été enregistré par le monitoring de protection.

Les moniteurs de protection mobilisés sur le terrain ont pu constater que les Personnes Déplacées Internes (PDI) sont installées sur des sites spontanés très précaires, dans des familles d'accueil ou en location.

Analyse de la situation de protection et des tendances :

- Le plateau central connaît une stabilité sécuritaire ; ce qui favorise l'accueil d'un nombre important de PDIs;
- Pourtant, il n'y a pratiquement pas d'ONGs d'aide humanitaire pour faire face aux multiples besoins des PDIs ; ce qui rend les conditions des PDIs dans la région davantage compliquées et précaires ;
- Sur le plan de la sécurité physique, les différentes localités d'accueil de PDIs sont facilement accessibles.

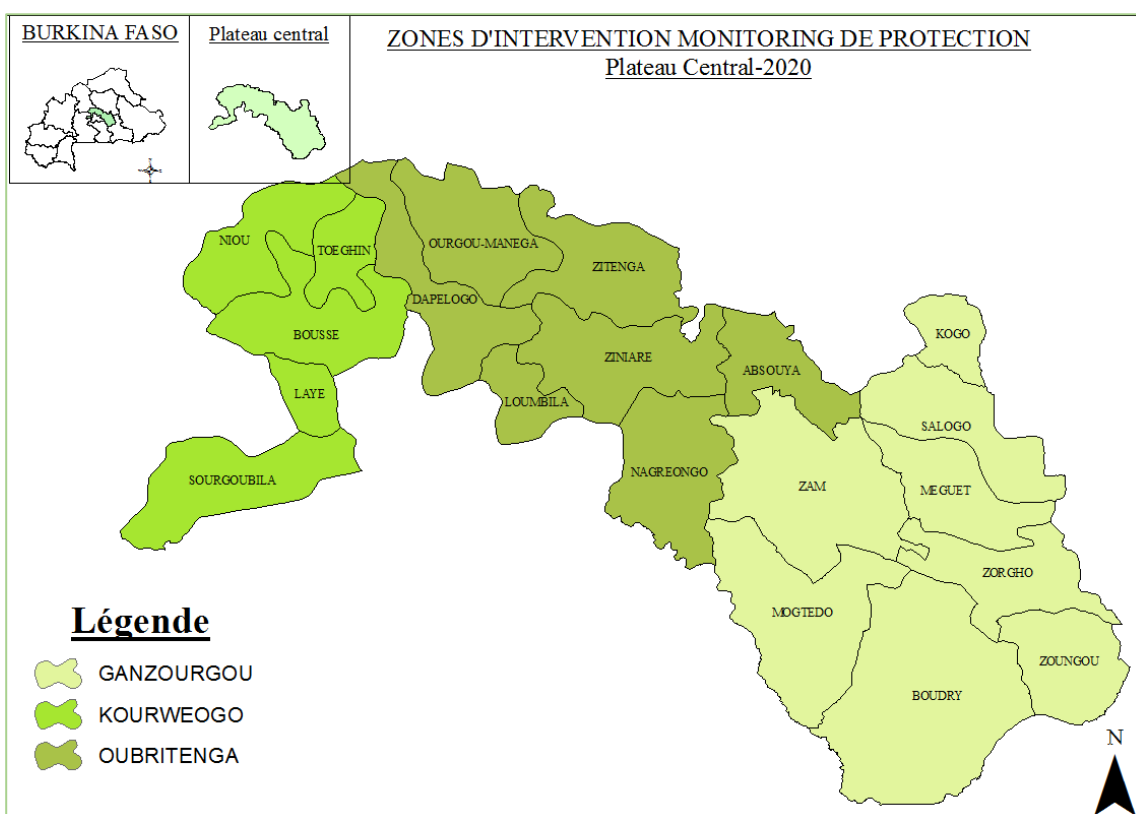
Situation de protection

ZONES COUVERTES DANS LA PERIODE SOUS RAPPORT

Au cours de ce mois d'Octobre, les activités de monitoring ont touché les trois provinces que compte la région du Plateau central : Les zones suivantes sont couvertes :

- Province de l'Oubritenga : communes de Ziniaré et Nagréongo
- Province du Ganzourgou : communes de Zoungou, Boudry et Zorgho
- Province du Kourwéogo : communes de Bousé, Niou, Toéghin, Sourgbila et Laye

Durant la période, aucune zone à fort risque sécuritaire n'a été identifiée dans la région

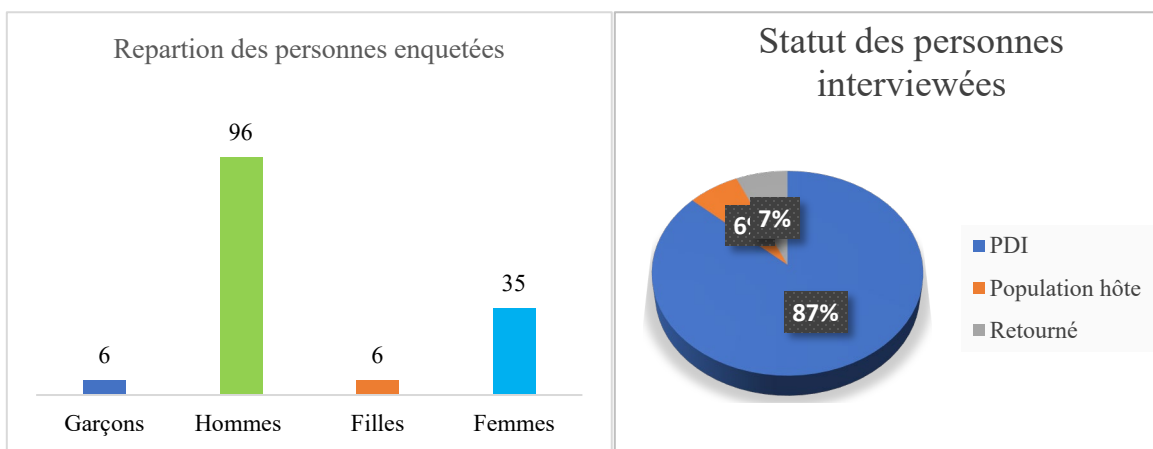


Treize (13) focus groups avec 194 personnes dont **134** hommes et **60** femmes ont été réalisés dans les localités conformément au tableau ci-dessous.

Tableau récapitulatif des zones de réalisation de focus groups

| Province | Communes | Nombre de focus groupe | Villages/Secteur |
|------------|----------|------------------------|------------------------|
| Ganzourgou | Zoungou | 02 | Kuilmasga et Bitoungou |
| | Boudry | 01 | Wayalghin |

| | | | |
|-------------------|------------------|-----------|-------------------------|
| | Zorgho | 01 | Bissigha |
| Kourwéogo | Niou | 01 | Tangseghin/Masre |
| | Toeghin | 01 | Imkouka |
| Oubritenga | Ziniaré | 2 | Secteur 2, 4 |
| | Nagréongo | 5 | Nagréongkoudgo |



CARACTERISTIQUES DES MOUVEMENTS DE POPULATIONS

Les mouvements de populations sont pratiquement unidirectionnels. En effet, le Plateau Central est plutôt une zone d'accueil compte tenu de la stabilité sécuritaire qui sévit.

Il ressort des échanges avec les PDI sur les raisons de leurs déplacements, que les déplacements sont dus à la recrudescence de l'insécurité dans le Sahel et dans le Centre-Nord (qui sont régions frontalières au Plateau Central), les populations de ces zones se déplacent dans les communes de la région du Plateau Central, soit à titre préventif suite aux intimidations et ultimatum donnés par les HANI, soit par suite d'attaques.

Aux dires des participants aux différents focus groups, les déplacements post-attaques sont les plus rencontrés. Qu'ils soient préventifs ou post-attaques, les déplacements sont tantôt partiels, tantôt globaux. Le déplacement est dit partiel lorsque certains membres du ménage se déplacent et d'autres restent dans la localité d'origine. Il est dit global quand tout le ménage quitte la localité de résidence habituelle.

Des informations recueillies lors des focus groups, il ressort que les PDI dans les différentes localités du Plateau Central font des mouvements pendulaires d'une part, vers les villages et communes environnants pour des travaux champêtres et pour des activités d'orpaillage (mines artisanales) avec son corollaire, d'autre part. Pour les mouvements pendulaires, il n'y a pas de chiffres car ils n'ont pas

été denombés encore moins enregistré, mais plusieurs PDI ont fait des retours temporaires pendant l'hivernage pour des travaux champêtres. C'est aussi le cas présentement avec les récoltes.

Quant aux départs des hommes vers les sites d'or, lors des focus groups, certaines femmes cheffes de ménages ont affirmé que leurs maris ont continué dans les sites aurifères de l'Ouest et du Sud-Ouest dans l'espoir de gagner de quoi subvenir aux besoins de leurs ménages. Pour ce qui est de leur destination, toutes les trois provinces sont concernées.

Sécurité physique et personnelle

SITUATION SECURITAIRE DANS LES ZONES COUVERTES

INCIDENTS DE PROTECTION DANS LES ZONES SOUS COUVERTURE

Comme mentionné plus haut, la région du Plateau Central connaît une situation sécuritaire stable. Cela pourrait s'expliquer par le fait sa position géographique de la région (logée pratiquement au centre du pays) et par la présence quasi effective des FDS dans les trois provinces d'intervention.

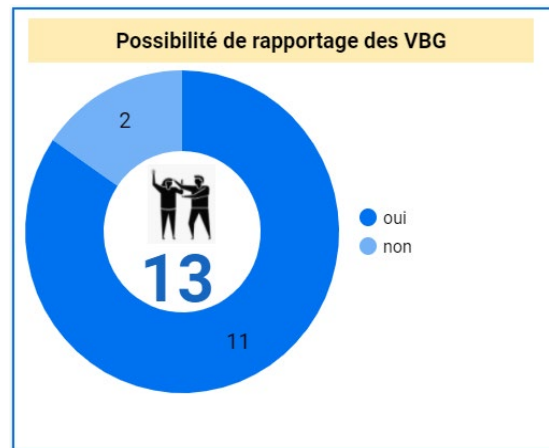
Aucun incident n'a été rapporté au cours de la période d'implémentation du projet et de mise en œuvre des activités. Néanmoins un suivi de l'évolution de la situation sécuritaire est fait et tout incident enregistré serait documenté et partagé.

PROBLEMES SPECIFIQUES A CERTAINS GROUPES A RISQUE

Des différentes informations collectées lors des focus groups et auprès des informateurs clés, il ressort une tension entre les cultivateurs et agriculteurs surtout pendant la saison hivernale. Il s'agit de tension classique et traditionnelle qui existe entre les groupes socioprofessionnels qui ne sont provoquée par le contexte de crise actuelle que travers le pays. Des actions sont menées par des acteurs endogènes comme les Chefs de villages, les leaders religieux, les sages pour atténuer cette tension. Cependant, une intervention pour renforcer les capacités des leaders communautaires engagés dans la prévention et la gestion des conflits sont fortement recommandées.

SGBV

Sur la base des informations collectées lors des focus group, nous constatons que la majeure partie (11 groupes) des PDI savent où et comment dénoncer les cas de VBG contre une minorité (2 groupes) qui semble ignorer cette possibilité de dénonciation.



Source : Monitoring communautaire, octobre 2020, INTEROS

Selon les mêmes données, certaines pratiques néfastes existent au sein des communautés dont le lévirat, les agressions physiques, des violences psychologiques, des agressions sexuelles, des dénis de ressources, des mariages d'enfants, et des pratiques culturelles néfastes telles que les Mutilations Génitales Féminines-Excision (MGF-Excision).

Un autre constat inquiétant par rapport aux VBG porte sur la promiscuité des abris des PDIs, que ce soit sur les sites d'accueil spontanés ou au sein des familles d'accueil. Cela est un véritable facteur de risques et d'exposition des femmes et filles aux VBG.

A titre illustratif, dans un ménage de PDI à Ziniaré, il y a 29 personnes qui habitent sous deux tentes dont les dimensions sont considérablement réduites pour accueillir ce nombre de personnes.

Comme actions de prévention aux VBG, 12 séances de causeries éducatives sur le thème : « Exploitation sexuelle » ont été organisées à Nagréongo, province de l'Oubritenga. Lors de ces échanges, les participants ont pu déterminer les causes, les conséquences et les solutions androgènes.

Ces cadres sont vraiment appréciés par les femmes car elles arrivent à mieux s'exprimer, toute chose qui constitue un atout majeur pour la dénonciation et à l'éradication de ces pratiques néfastes.

Ces causeries ont touché **200** personnes dont **123** femmes, **60** hommes et 17 filles. Ces causeries ont permis également d'identifier **03** cas de VBG dont les dont le processus de prise en charge est entamé. Il s'agit des survivantes de violence psychologique, violence physique. C'est une prise en charge psychosociale et des référencement pour prise en charge médicale qui sont faits.

PROTECTION DE L'ENFANCE

La situation des enfants dans les zones couvertes par le monitoring de protection fait cas de plusieurs violations de droits dont la séparation familiale, la déscolarisation, le travail des enfants sur les sites miniers pour contribuer à supporter les charges de la famille, le travail des filles comme aide-ménagère.

Le droit à une alimentation suffisante doit être un acquis pour chaque enfant, mais sur le site des PDIs dans la commune Nagréongo, il y a des cas d'enfants malnutris sévères. Ainsi, dans un ménage, on a pu constater 04 cas d'enfants malnutris sévères qui suivent un traitement à Ziniaré.

En résumé, les enfants sont exposés à divers risques de maltraitance (surtout les orphelins), d'abus, de déscolarisation, d'abus sexuel (fille ménagère), de délinquance juvénile (sur les sites d'orpaillage).

Personnes ayant des besoins spécifiques

PERSONNES AYANT DES BESOINS SPECIFIQUES (PBS)

Dans la région du Plateau Central, les PBS de façon générale sont confrontées à des problèmes d'accès à l'eau et à la santé. Ces PBS sont entre autres des personnes âgées, des enfants séparés, des femmes cheffes de ménages, des personnes vivant avec un handicap, des survivantes des VBG, les chefs de ménages avec plus de 10 personnes en charge.... Elles sont des PDI et des réfugiés qui sont vulnérables à cause du déplacement.

Au cours du mois d'Octobre, il y'a eu 121 PBS qui ont été identifiées en vue d'assistances en cash.

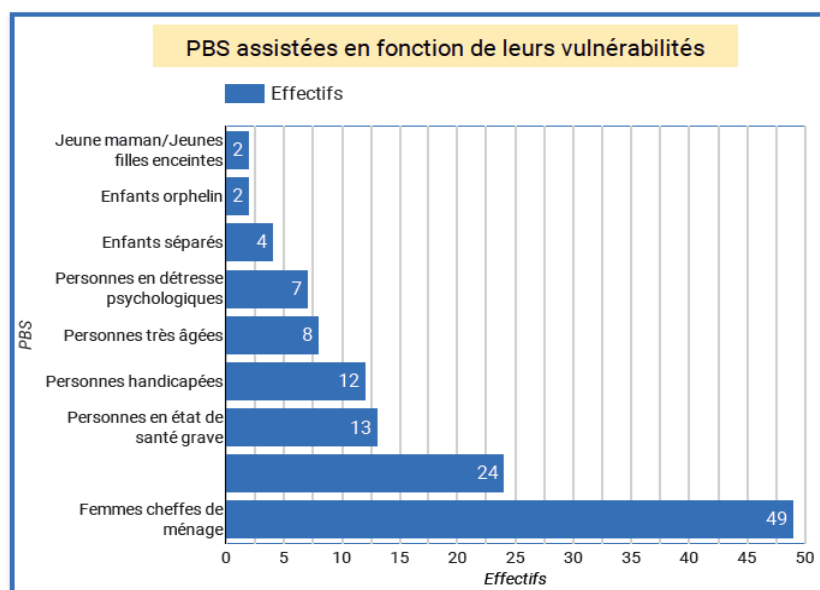


TABLEAU RECAPITULATIF DES PBS RETENUES POUR ASSISTANCE DANS LE PLATEAU CENTRAL

| Province | Commune | Sexe | | Total |
|------------|-------------------------|-----------|-----------|-----------|
| | | F | M | |
| Ganzourgou | Boudry | 2 | 5 | 7 |
| | Tuiré | 2 | 2 | 4 |
| | Zorgho | 9 | 4 | 13 |
| | Zoungou | 8 | 1 | 9 |
| | Total Ganzourgou | 21 | 12 | 33 |
| Kourwéogo | Boussé | 6 | 4 | 10 |
| | Niou | | 1 | 1 |
| | Toeghin | 3 | 9 | 12 |
| | Total Kourwéogo | 9 | 14 | 23 |

| | | | | |
|----------------------|-------------------------|-----------|-----------|------------|
| Oubritenga | Nagreongo | 36 | 16 | 52 |
| | Ziniaré | 10 | 3 | 13 |
| | Total Oubritenga | 46 | 19 | 65 |
| Total général | | 76 | 45 | 121 |

Logements, Terres et Biens (LTB), Etat de droit

SITUATION DE LTB DANS LA ZONE DE DEPLACEMENT ET DE RETOUR

La situation de LTB est un problème crucial que rencontrent les PDIs dans la région du Plateau Central. Les PDIs en location estiment le loyer cher. Le prix moyen connaît une hausse variante entre 1000 et 10.000 FCFA le mois.

Dans les trois provinces on observe une disparité dans le type de logement car d'une part certaines PDIs ont érigé un site spontané avec une situation de promiscuité dans les ménages (aussi dans les maisons de location) ; et d'autre part dans les provinces du Ganzourgou et du Kourwéogo les PDI sont dans des familles d'accueil (pour une minorité) et dans des maisons de location. En guise d'illustration, lors d'une VAD chez une PBS (Personne âgée et victime des actes des HANI), l'occasion nous a été présentée de constater qu'une maisonnette d'à peine 10 tôles(10m²) coutait 5.000F/Mois.

Le problème d'accès aux terres cultivables demeure l'épineuse question qui est source de conflit entre les communautés (agriculteurs et éleveurs). Cette problématique s'explique par le manque de moyen pour l'acquisition des terres et dans d'autre cas de figures, par le manque de terre cultivable dans certaines localités. Les portions de terre coutent chères et la superficie également très réduite pour une superficie comprise entre 100 à 400 m² le prix varie de 500f à 5.000f le m². De ce fait, seulement une minorité des PDIs est parvenue à se payer des lopins de terre.

ETAT DE DROIT

Dans les différentes communes des trois provinces du Plateau central, on constate la présence des services sociaux de base qui sont fonctionnels également. Il s'agit des écoles, des centres de santé, des ouvrages d'eau et d'assainissement, des mairies, préfectures, hauts commissariats, des services de l'Action Humanitaire, de la justice, etc.

Certes les services sociaux de base sont accessibles aux PDIs. Cependant, des difficultés telles la distance à parcourir, le manque de place dans les écoles d'accueil, le manque de cantine scolaire, le manque de moyens financiers pour les frais de scolarité, le manque de documents pour certaines PDIs, constituent un obstacle à l'accès. L'un des constats faits par rapport à l'éducation est la préférence de l'école coranique par bon nombre de PDIs à l'école classique.

La présence des FDS dans les différentes communes ainsi que les contrôles réguliers sur les différents axes rassurent les PDIs et les population hôtes sur le plan sécuritaire

Protection basée sur la communauté/ renforcement de capacités communautaires

COMITES DE PROTECTION

Des rencontres d'échanges ont eu lieu au cours de cette période d'implémentation du projet avec les leaders PDI notamment les conseillers municipaux, les membres des Comités Villageois de Développement (CVD), les leaders religieux et coutumiers.

Ces prises de contacts visent à préparer la mise en place des comités de protection et les désignations des Points Focaux. Elles ont permis d'identifier des informateurs clés au sein des PDI et ces derniers ont été d'une contribution majeure à la réalisation des focus groups et l'identification des **121 PBS**.

La mise en place des points focaux et membres de comités est en cours. Une fois mis en place les points focaux et membres des comités seront systématiquement formés sur leur rôles et responsabilités.

SENSIBILISATIONS SUR LA COVID- 19 :

Dans le cadre de la lutte contre cette pandémie dans le Plateau central des séances de sensibilisation ont pu se tenir malgré le contexte d'implémentation des activités. Au total, **194** personnes dont **60** femmes et **134** hommes ont été sensibilisées sur le COVID-19 à travers 12 séances. Il s'agit de la sensibilisation sur les mesures barrières au Covid-19. Les participants ont exprimé leur satisfaction pour ces sensibilisations et ont souhaité une pérennisation de telles actions. Ces sensibilisations ont été réalisées à Nagréonkoudgo dans la commune de Nagréongo (Province d'Oubritenga)

Il est à noter que toutes les activités débutent par un rappel sur les mesures barrières au COVID-19.

LEADERS COMMUNAUTAIRES/AUTORITES LOCALES/SOCIETE CIVILE

Dans le cadre de l'implémentation du projet dans la région du plateau central des visites de courtoisies ont été rendues aux différentes autorités en vue de leur présenter l'ONG INTERSOS, la mission, les cibles, le bailleur et l'approche collaborative avec les services techniques de l'Etat et les autres ONG et associations humanitaires dans la région.

A cet effet, le staff INTERSOS a pu rencontrer certaines autorités régionales, provinciales, communales et départementales en l'occurrence le Directeur Régional en charge de l'Action Humanitaire par intérim, les Directeurs Provinciaux en charge de l'Action Humanitaire du Kourwéogo et du Ganzourgou, les Hauts-commissaires des trois provinces (Oubritenga, Kourwéogo et Ganzourgou), les préfets et Maires de Ziniaré, Nagréongo, Boussé, Zorgho, Laye, Niou, Boudri et Zoungou et le Secrétaire Général de la Région du Plateau Central. Ces rencontres ont permis de nous rassurer quant à la disponibilité de ces autorités à accompagner le projet.

Système de partage d'information et de coordination

COORDINATION ET PARTAGE D'INFORMATION ET COORDINATION

Le staff INTERSOS dans le Plateau central envisage prendre part aux rencontres de coordination avec d'autres acteurs humanitaires qui interviendront dans la région. Cependant, INTERSOS est la seule organisation humanitaire qui intervient dans cette région.

Pour ce mois d'octobre, des rencontres avec les services techniques des Mairies et de l'Action Humanitaire ont eu lieu en vue de présenter le projet et ses missions dans le Plateau central. Ces rencontres ont permis de mieux coordonner les actions au profit des PDIs.

Recommandations et actions de suivi requises

RECOMMANDATIONS GENERALES (dans quel domaine, pour quelle localité et a quelle entité)

| N° | Domaines | Localités | Recommandations | Entités concernées |
|----|----------------------|-----------------------------------|--|---|
| 1 | Securité alimentaire | Oubritenga, Ganzourgou, Kourweogo | Fournir une assistance alimentaire aux PDIs | Santé/Sécurité alimentaire (CONASUR/SONAGESS) |
| 2 | Abris/AME | Oubritenga, Ganzourgou, Kourwéogo | -Octroyer des abris aux PDIs -Fournir l'assistance en Articles Ménagers Essentiels aux PDIs | HCR |

ACTIONS REQUISES DU HCR

| Domaines/Cluster | Actions | Observations |
|------------------|--|--|
| Abris | Appui à la distribution des abris en mettant en exergue les compétences de la localité | Les abris sont vivement attendus par les PDIs au niveau des sites non aménagés ... |
| WASH | Réalisation des latrines et toilettes | La question de WASH est de plus en plus préoccupante au niveau des sites d'accueil spontanés. Un constat amer est que dans certains ménages Nagréongo, il n'y'a pas de toilettes, ni latrines. Sur le site des toilettes et latrines sont réalisées de façon traditionnelle et le coût d'utilisation reste à désirer. |

| | | |
|---------------------------------|---|---|
| Logement terres et biens | <p>Réaliser un plaidoyer pour l'octroi de terres cultivables aux PDIs.</p> <p>Réaliser un plaidoyer pour la réduction du prix et la sécurisation des terrains non lotis</p> | <p>Avec la flambée des prix de location, les PDIs disposant d'un peu de moyens financiers se livrent à l'achat des terrains non lotis sans aucune garantie. Il convient de travailler à réglementer ces ventes de parcelles et surtout le coût.</p> |
|---------------------------------|---|---|

Protection transversale : Considérations de protection à prendre en compte dans la réponse des autres clusters, recommandations

| Cluster | LOCALITES | PROBLEMES | RECOMMANDATION |
|-----------------------------|-------------------------------------|--|--|
| VBG et Protection | Oubritenga : les sites de Nagréongo | L'absence de cadre de loisir pour les enfants, la promiscuité des abris due à la pauvreté, la non-séparation des femmes et des hommes d'une part, et des filles et des garçons d'autre part exposent les femmes et filles à des risques élevés de VBG telles les agressions sexuelles, l'exploitation des enfants, ... | <ol style="list-style-type: none"> 1.Poursuivre des sensibilisations sur les VBG. 2.Réaliser des espaces « amis des enfants » 3.Initier des AGR pour les femmes. 4.Améliorer l'accès à l'abri. |
| Sécurité | Oubritenga | Certes il y a une présence effective des FDS dans les trois provinces mais spécifiquement les sites non aménagés de Nagréongo expriment le besoin. | <ol style="list-style-type: none"> 1.Réaliser un plaidoyer pour une patrouille de sécurisation des sites de PDIs |
| Sécurité alimentaire | Oubritenga, Ganzourgou, Kourwéogo | Ce problème est commun à l'ensemble des PDIs car étant vulnérables. Pire, la situation des déplacements forcés suite aux incidents plonge certaines PDIs dans le dénuement total. | <ol style="list-style-type: none"> 1.Réaliser des distributions de vivres sur toutes les localités abritant les PDIs mais en priorisant la commune de Nagréongo. |

| | | | |
|------------------------------------|-----------------------------------|--|---|
| | | | 2.Appuyer les PDI à la réalisation d'AGR. |
| Abris/AME | Oubritenga, Ganzourgou, Kourwéogo | Les PDIs ont, la majeure partie quitté leurs localités d'origine suite aux attaques par instinct de survie : aucun bien matériel n'a pu être emporté | 1.Réaliser une distribution d'abris et AME sur les sites. |
| Wash | Oubritenga, Ganzourgou, Kourwéogo | Le problème d'accès à l'eau est une réalité cruciale dans le Plateau central la question d'hygiène et d'assainissement n'est pas en marge surtout dans les sites non aménagés de PDIs. | 1.Réaliser des forages pour les PDIs et communauté hôte. 2.Réaliser des toilettes et latrines pour les PDIs en priorisant les sites dans la commune de Nagréongo. |
| Documentation/Etat de droit | Oubritenga, Ganzourgou, Kourwéogo | De façon générale, les déplacements ont été post-attaque et la majeure partie des PDIs ont tout abandonné dans la localité d'origine ou lors de la fuite. Ce qui explique le fait que les enfants n'ont pas de documents ainsi que certains parents. | 1.Plaidoyer pour un établissement massif de documents pour les PDIs. |
| Education | Oubritenga, Ganzourgou, Kourwéogo | La majeure partie des PDI's ont des difficultés à réinsérer et inscrire leurs enfants dans le système éducatif pour des raisons financières, de documentation, de distance à parcourir, et les capacités d'accueil des écoles sont réduites. | 1-Plaidoyer pour la mise en place de passerelle dans les sites de PDIs 2- Plaidoyer pour une réinsertion et une inscription des enfants PDIs dans le circuit scolaire 3-Plaidoyer pour un élargissement des capacités d'accueil |

| | | | |
|--|--|--|---|
| | | | des écoles par la construction de salles supplémentaires. |
|--|--|--|---|

Annexes :



Photo de deux femmes ayant des enfants souffrant de malnutrition sévère



Le sachet noir dans la photo indique la toilette d'une famille PDI vivant en location



Maison d'accueil de PDI's où plus de 30 personnes y vivent.



Deux maisonnettes de 10 tôles (ayant une seule fenêtre) dont le loyer minimum est de 5.000F CFA